



Le Jura Libre n° 2854 du jeudi 22 août 2013

Editorial

Laurent Girardin

Subir et souffrir

Depuis quelques semaines, le gouvernement bernois s'évertue à dénaturer l'esprit de l'accord du 20 février 2012. Après les propos déloyaux tenus début juillet par Philippe Perrenoud, c'est le président de l'exécutif cantonal, Christoph Neuhaus, qui a déclaré qu'un « oui pour voir » n'était pas une option. « Cela reviendrait à pédaler dans le yoghourt pendant 10 à 15 ans », a-t-il ajouté lors du rendez-vous probernois de Mont-Girod.

En affirmant qu'un oui le 24 novembre prochain engagerait un processus irréversible, les membres du gouvernement bernois préfèrent la désinformation simpliste à l'argumentation raisonnable. Or, ils savent pertinemment que le processus découlant de la déclaration d'intention du 20 février 2012 prévoit au minimum quatre étapes que la population aura à tout moment le choix de sanctionner par les urnes.

N'ayant concrètement rien à proposer pour améliorer l'insignifiant statut particulier conféré au Jura-Sud, l'exécutif bernois préfère utiliser menaces et peur plutôt que de soigner sa population francophone.

Une position aussi paradoxale pourrait nous pousser à nous demander pourquoi le canton de Berne tient tant à garder cette minorité remuante...

Le gouvernement bernois persistera-t-il néanmoins dans cette attitude ou sera-t-il capable de respecter le débat démocratique découlant de la déclaration d'intention du 20 février 2012 ? Quel intérêt auraient les autonomistes à s'engager dans un processus électoral déloyal ?

En attendant, nous prenons plaisir à continuer de mettre en avant les multiples avantages inhérents à l'exercice de la souveraineté cantonale. A ce titre, la comparaison entre l'évolution du canton du Jura qui a accédé à l'indépendance il y a un peu plus de 30 ans et celle du Jura-Sud demeuré bernois est éloquente. Et elle fait mal à ceux-là mêmes qui à l'époque condamnaient le nouveau canton à la pire des misères et qui aujourd'hui préfèrent se voiler la face.

Dans ses propos à l'emporte-pièce du mois dernier, le représentant francophone au gouvernement bernois, Philippe Perrenoud, a évoqué un « oui pour souffrir », arguant qu'il n'existait pas de « oui pour voir ». Parler d'un « non pour continuer à subir » nous semble plus adéquat, sachant de surcroît que dans un tel cas le Jura-Sud ne bénéficiera plus du « réflexe interjurassien » du canton du Jura qui disparaîtra en même temps que l'Assemblée interjurassienne.

En définitive, c'est subir qui fera souffrir. Comme le mentionnait Georges Bernanos dans son « écrit de combat » rédigé en 1946-47 et intitulé *La Liberté, pour quoi faire ?* : « L'avenir est quelque chose qui se surmonte. On ne subit pas l'avenir, on le fait. »